

LA DÉCLARATION COMMUNE DES PARTIS COMMUNISTES FRANÇAIS ET ITALIEN

Après le XX^e Congrès du P. C. de l'U.R.S.S., les rapports entre le P.C.F. et le P.C. italien ne furent pas toujours exempts de friction. Thorez, en mai 1956 se déplaça en personne pour avoir avec Togliatti une entrevue dont le but était, vraisemblablement, d'arrêter une position commune sur un certain nombre de points, afin d'éviter que les militants ne puissent se servir de déclarations contradictoires pour alimenter les débats dans chacun de leur Parti respectif. Ce qui n'empêcha pas un accrochage sérieux entre les deux organisations sœurs à propos de la politique algérienne du P.C.F., à la réunion commémorative du 40^e anniversaire de la Révolution d'Octobre en 1957.

Bien que la politique de Togliatti ne soit pas fondamentalement différente de celle de Thorez, le régime intérieur du P.C. italien passe, à juste titre semble-t-il, pour être plus démocratique que celui du P.C.F. Les leaders du P.C. italien ne se privent pas pour dire, sous des formes voilées sans doute, mais parfois publiquement, que tout ne va pas pour le mieux dans le P.C.F., contrairement à ce que Thorez et Fajon ne manquent jamais d'affirmer aux différentes sessions du Comité Central.

Ainsi, après la triple défaite de l'investiture de De Gaulle comme président du Conseil, des résultats du référendum et des élections législatives, Togliatti se laissa aller à quelques considérations, un peu discordantes, disons par rapport à celles que l'on put lire dans « l'Humanité ».

Il n'en fallait pas plus pour qu'une nouvelle entrevue devienne nécessaire. Elle vient d'avoir lieu à Rome, du 19 au 23 décembre. Les délégations des deux Comités Centraux ont publié une résolution commune reproduite dans « l'Humanité ».

I. — LES QUESTIONS ABORDEES SONT NOMBREUSES ET... ESCAMOTEES

La déclaration reconnaît le recul du mouvement ouvrier et les menaces fascistes qui pèsent sur la France. Elle se fait l'écho d'inquiétudes relatives à l'avenir de la civilisation si les tentatives de la bourgeoisie réactionnaire ne sont pas battues en brèche. Elle affirme la nécessité de « sauvegarder les liens avec les larges masses des travailleurs, avec toutes les catégories de la population, victime du pouvoir écrasant de l'État et des monopoles capitalistes... »

Pieuses paroles, sans aucune portée, puisque la direction thorezienne se refuse, toujours, d'envisager les moyens pour retrouver la confiance de la classe ouvrière qui fait la différence entre le socialisme et ses déviations parfois monstrueuses qui ont cours en U.R.S.S. et dans les Républiques Populaires: lorsque Marcel Servin s'occupe, du haut de la tribune d'un Comité Central, de « garanties à donner », c'est pour rassurer les bourgeois et non pas pour tenir compte des légitimes aspirations de la classe ouvrière et des classes moyennes justement méfiantes envers le socialisme « à la hongroise ».

En fait de garanties, Thorez et Togliatti préfèrent se servir, contre les oppositionnels communistes, de la sempiternelle ritournelle de la lutte «... contre le révisionisme qui reste le danger principal dans les rangs du mouvement ouvrier, mais aussi... contre toutes les entraves dogmatiques et sectaires qui entretiennent les routines de pensée et d'organisation ».

Ces grands mots sont consciemment employés, à tort et à travers, pour mettre en difficulté ceux qui précisément seraient en mesure de reprocher à Thorez le sectarisme, le dogmatisme, l'opportunisme et le révisionisme de la ligne politique qu'il impose à son Parti.

*

**

II. — UN NOUVEAU PROGRAMME

Depuis sept mois, le P.C.F. rivalise, avec de Gaulle, de

« grandeur française ». Or, la lutte pour « l'indépendance nationale » n'occupe plus dans le document franco-italien la place qu'elle tient dans les colonnes de « l'Humanité »:

« La lutte pour la Paix, contre la destruction atomique et thermonucléaire et contre les guerres coloniales, l'action pour le désarmement général et la coexistence pacifique, qui restent les objectifs les plus importants de nos Partis doivent pour se développer de façon efficace, se combiner, AUJOURD'HUI AVEC LE COMBAT CONTRE LES TENTATIVES RÉACTIONNAIRES POUR LA RÉNOVATION DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE... »

« Partant de là l'action des partis communistes peut s'étendre et s'organiser autour d'un programme plus général de RÉNOVATION DÉMOCRATIQUE... Mais ce programme devrait en outre comporter la lutte pour une série de TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES qui tendraient à limiter le pouvoir des monopoles, à briser leur tentative d'instaurer leur domination absolue sur le pays. Dans ce cadre, la nationalisation de certains secteurs de l'industrie, des réformes agraires, et la défense de la petite propriété paysanne contre l'emprise des monopoles, la démocratisation et la gestion des secteurs publics de l'économie, le contrôle démocratique des plans d'investissements de l'État dans l'Industrie et dans l'Agriculture sont des revendications indispensables... »

« Les deux partis sont convaincus qu'il est possible de réunir sur un programme de RÉNOVATION DÉMOCRATIQUE ET NATIONALE la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse, les intellectuels, les classes moyennes. Ainsi pourrait se constituer dans l'action un vaste rassemblement de FORCES POLITIQUES ET SOCIALES susceptibles d'isoler la grande bourgeoisie et de démanteler le bloc réactionnaire dominé par le grand capital.

« LA LUTTE POUR LE SOCIALISME S'INSCRIT DANS CETTE PERSPECTIVE DE DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE. Elle est reliée à l'ACTION QUOTIDIENNE pour la défense des intérêts et des droits les plus immédiats, à l'action plus vaste pour la rénovation DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE, à l'action pour la participation active et toujours plus large de la classe ouvrière à la direction politique du pays à toutes les étapes de son développement... »

Quoiqu'ils marquent la liaison qui devrait exister entre les revendications immédiates et la lutte pour le socialisme, ces principes de programmes ne sont pas ceux d'un véritable programme de transition: ils escamotent le moyen politique de la transition, c'est-à-dire la conquête du pouvoir et l'instauration d'un gouvernement des travailleurs; ils entretiennent toutes sortes d'illusions démocratiques et pacifistes renouvelées de « l'approfondissement » de la démocratie bourgeoise en démocratie prolétarienne. C'est une nouvelle expression de la théorie, pas trop jeune d'ailleurs, des voies parlementaires. Il ne s'agit là-dedans que de donner une plus grande place aux travailleurs dans les affaires du pays. C'est un programme d'amélioration de la condition ouvrière qui peut toujours être remise en cause, comme le passé en témoigne, aussi longtemps que n'est pas réglée la question du pouvoir. Il n'est question que de limiter la puissance des monopoles et non d'arracher le pouvoir aux trusts et aux banques. Cette ligne n'a pas comme perspective la conquête du pouvoir, par la constitution d'un gouvernement des organisations ouvrières. C'est dire qu'elle ne diffère pas essentiellement de la politique de collaboration avec une aile de la bourgeoisie. C'est une nouvelle édition de la politique de Front populaire et non une politique d'un Front ouvrier, entraînant derrière lui, par la force d'attraction de l'unité d'action, les classes moyennes qu'il faut arracher à toutes les formations bourgeoises fussent-elles de gauche et ce, à la conquête du pouvoir.

(Suite page 8).